

Emploi

42% des Marocains veulent partir à l'étranger

■ Mais 78% n'ont pas les moyens de le faire

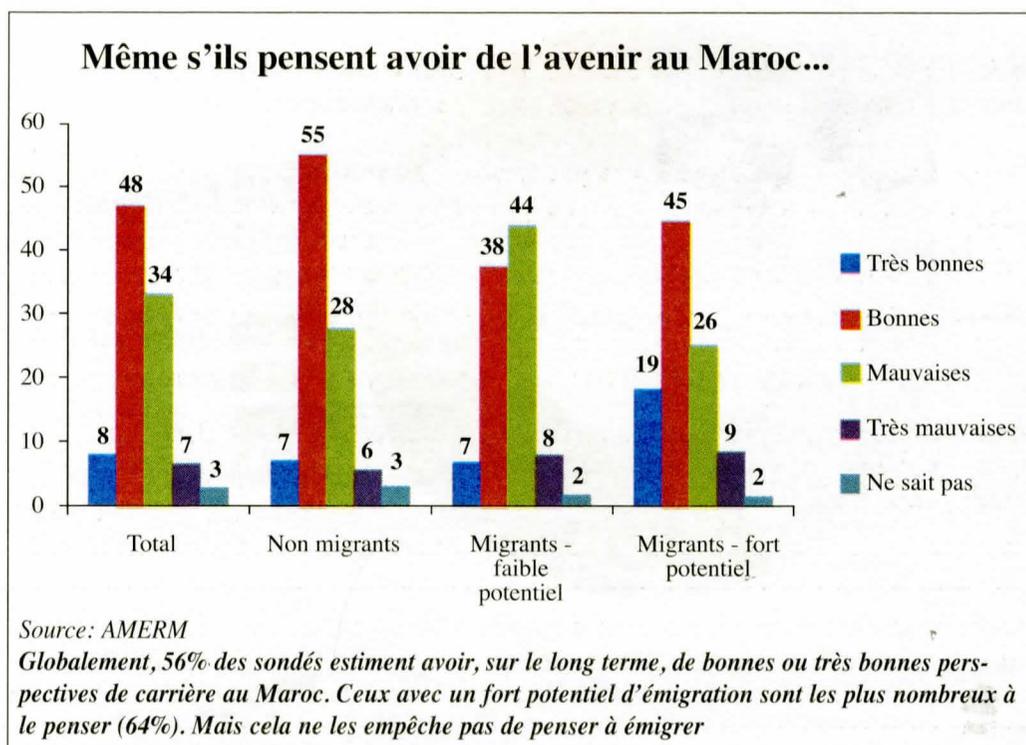
■ Seule une minorité pense y rester pour toujours

■ 43% prévoient de changer de secteur d'activité une fois de l'autre côté

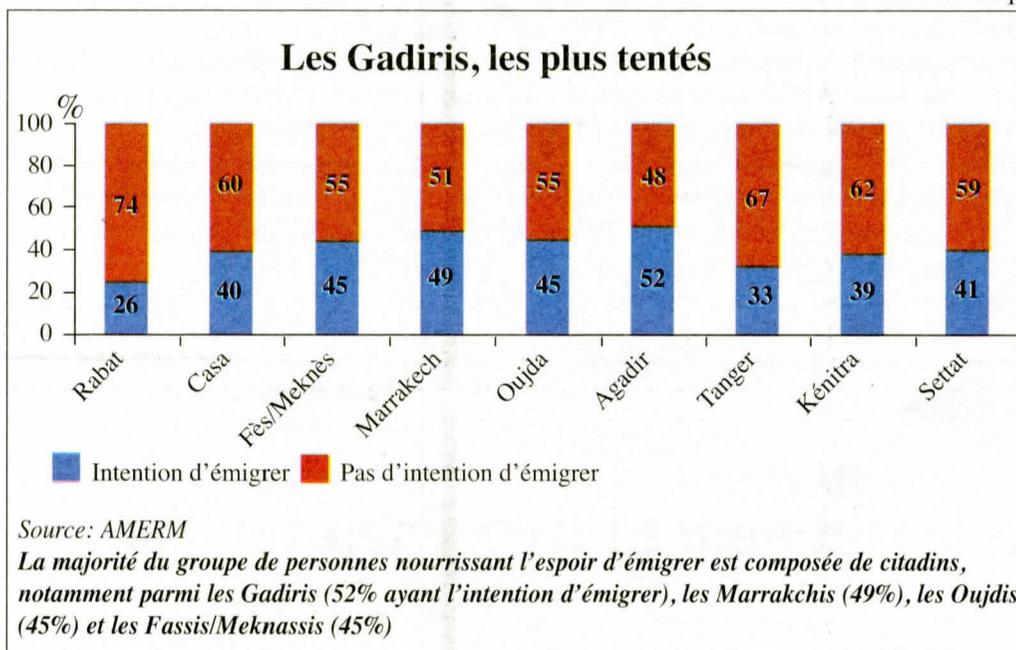
FAIRE carrière à l'étranger, c'est un rêve qu'expriment près de 42% des Marocains. C'est du moins ce que révèle l'étude réalisée par l'Association marocaine d'études et de recherches sur les migrations (AMERM), commandée par la Fondation européenne pour la formation (ETF). L'étude finalisée en février dernier a touché quelque 2.600 migrants potentiels, âgés entre 18 et 50 ans (sans compter quelque 1.400 MRE de retour au pays). Toutefois, même si beaucoup y pensent, seuls 22% ont les moyens de se lancer dans l'aventure. Les hommes sont plus nombreux à vouloir s'expatrier (48% contre 35% pour les femmes). De même que les jeunes âgés entre 18 et 29 ans, qui représentent près de la moitié du groupe de personnes prévoyant d'émigrer. Par ailleurs, la majorité est composée de célibataires (62% des hommes et 49% des femmes) et de citadins (60%). Quelque 44% sont des salariés.

Côté formation, les personnes à faible niveau d'études sont les plus représentées, avec une part de 83%, contre 10% pour les personnes à niveau d'éducation moyen, et seulement 7% pour celles à haut niveau intellectuel (notamment des ingénieurs et des scientifiques). Cela dit, cette dernière catégorie est celle qui représente le plus fort potentiel d'émigration, car elle dispose de plus de moyens financiers, ainsi que d'un meilleur accès à l'information.

Les migrants potentiels vivent en majorité dans de mauvaises conditions sociales (près des deux tiers). Ils sont aussi très touchés par le chômage. Près de 60% des jeunes de 18 à 29 sont sans emploi, de même que 52% des 30-39 ans et 49% des 40-50 ans. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons qui les poussent à vouloir partir ailleurs. Environ le quart pensent à émigrer parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi au Maroc, et près du tiers aspirent à améliorer leur situation économique. Seulement 5% des femmes et 3% des hommes partent à l'étranger pour poursuivre leurs études. Ils sont en ma-



rité (90%) persuadés que leur expérience dans les pays hôtes.



migratoire les aidera à améliorer leur situation financière ainsi que leur niveau de compétence. Ils sont également convaincus de trouver de meilleures opportunités à leur retour au Maroc. L'hôtellerie et la restauration, l'agriculture, les services domestiques, le commerce et la construction sont les secteurs qui les intéressent le plus

Il faut noter que plus de 43% prévoient de changer carrément de secteur d'activité une fois à l'étranger. «Ceci témoigne d'une grande flexibilité ou des maigres attentes quant à la reconnaissance et l'utilisation de leur compétences et qualifications existantes à l'étranger», explique l'étude de l'Amerm. La même proportion

pense aussi à changer de statut professionnel.

Cependant, à leur retour, même s'ils arrivent à s'assurer des conditions sociales plus confortables (voiture, accès à l'eau potable, chauffage, logement adéquat...), les migrants n'arrivent pas à trop changer leurs conditions économiques. Selon l'étude, près de 74% d'entre eux se retrouvent dans une mauvaise situation économique à leur retour au Maroc (propriété immobilière, revenu équivalent à celui perçu à l'étranger, propriété foncière...voir L'Economiste du 23 avril 2013).

L'Europe reste la destination favorite des migrants (70%), quel que soit leur niveau d'études ou leur statut professionnel. Cela dit, les «cerveaux» optent surtout pour la France, les Etats-Unis et le Canada.

Les migrants potentiels prévoient généralement des séjours courts à l'étranger, 36% préfèrent y rester moins de 2 ans, et la même proportion entre 3 et 10 ans. Seuls 10% rêvent de rester pour toujours à l'étranger, notamment du côté des Tangérois (39%), et plus globalement du côté des personnes à faible niveau d'éducation. Les plus éduqués, eux, sont plus nombreux à opter pour de courts séjours.

Pour préparer leur projet migratoire, la majorité compte sur la famille et réseau de connaissances afin de trouver des informations. Pour financer leur voyage, ils prévoient d'abord de recourir à leurs propres économies. Ils pensent ensuite à solliciter la solidarité de leur famille au Maroc et à l'étranger. Mais ils préfèrent tout de même compter d'abord sur eux-mêmes. Près de 90% pensent pouvoir trouver seuls un logement dans le pays d'accueil. En revanche, pour trouver un emploi, les deux tiers estiment avoir besoin d'un coup de pouce.

Quelque 41% n'excluent pas la possibilité de suivre une formation linguistique ou professionnelle avant de partir. Mais au final, très peu finissent par le faire (14% des hommes et 24% des femmes). □

Ahlam NAZIH



Toujours solidaires

AVANT même leur départ à l'étranger, les futurs migrants, qu'ils soient hommes ou femmes, pensent à transférer de l'argent à leur famille restée au Maroc (87%), afin de subvenir, d'abord, à ses besoins de consommation courante. Ils prévoient ensuite de réserver une partie de ces fonds à l'achat d'un logement ou à un investissement dans un projet économique. Un peu plus du quart affirment vouloir épargner ces fonds. Tandis que seuls 12% prévoient de consacrer ces fonds à l'éducation de leurs enfants. □

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

La migration, plus qu'une décision, un réel projet

■ Seulement 9% des jeunes ont un fort potentiel d'émigration

■ La France, l'Espagne sont en tête des destinations

■ Les transferts des MRE réduisent les inégalités, notamment dans les régions éloignées

- L'Economiste: Les jeunes sont ceux qui ont plus l'intention de migrer, qu'en est-il du pourcentage des personnes à fortes compétences?

- Hicham Hanchane: Il ressort de l'étude réalisée par l'Amern, que 42% des Marocains ont l'intention de partir vivre et travailler à l'étranger. Mais le chiffre le plus important est celui relatif au pourcentage des personnes qui ont un fort potentiel d'émigration qui représentent seulement 9% contre 33% avec un faible potentiel. Les 9% ne reflètent pas une simple intention des personnes interviewées. Il est calculé sur la base d'un certain nombre de critères et d'informations qui permettent de quantifier les personnes qui ont un réel projet d'émigration. L'étude révèle aussi que le potentiel à migrer est élevé chez les personnes ayant un niveau élevé et moyen d'éducation. Car, cette catégorie a un meilleur accès à différents éléments (informations, documents de voyage, ressources



Hicham Hanchane, enseignant chercheur à l'Institut universitaire de la recherche scientifique (IURS), insiste sur l'impact positif de la migration sur la lutte contre les inégalités dans les régions d'origine (Ph. Bziouat)

financières, etc.) qui facilitent la réalisation du projet migratoire d'où leur plus grande pension à émigrer.

- Quel est la destination favorite de ces migrants?

-Le continent européen arrive en tête comme destination probable de ces migrants potentiels (plus de 70%). En effet, quels que soient le niveau d'études des répondants et leur statut professionnel, la France, l'Espagne et l'Italie restent les destinations préférées des répondants. Les principaux déterminants de l'intention d'émigration sont d'ordre économique. Ces candidats à l'émigration ont pour ob-

jectif d'améliorer leur situation financière, améliorer leurs compétences et trouver de meilleures opportunités d'emploi après un éventuel retour au Maroc. Et enfin, 87% des personnes ayant un projet migratoire déclarent avoir l'intention de transférer de l'argent à leur famille restée au Maroc.

- A votre avis quel effet la migration a-t-elle sur la pauvreté au Maroc?

- En effet, la migration a un impact important sur l'inégalité entre les ménages et une influence positive sur la pauvreté. Dans le cas d'une étude scientifique de terrain sur la région de Zagora, le supplément de revenus qui circule a un impact sur la pauvreté des ménages récipiendaires. Il permet de sortir de la pauvreté certaines familles bénéficiant de transferts, mais, surtout, il permet de réduire l'intensité de la pauvreté. En effet, des familles très pauvres, loin du seuil de pauvreté, peuvent s'en rapprocher grâce aux montants reçus de migrants installés à l'étranger.

- Quel est l'impact de la migration des compétences sur l'économie marocaine?

- L'effet de la migration sur l'économie est incontestable. Il y a un effet global, il s'agit des transferts des Marocains résidents à l'étranger qui constituent la première source de devises pour l'économie marocaine. Ils couvrent 25% des importations, représentent 20% des recettes courantes de la balance des paiements et dépassent largement l'ensemble des investissements et prêts privés étrangers au Maroc. Un autre effet micro-économique se dégageant de la migration est celui des transferts vers les familles. Cela leur permet d'augmenter leur consommation de biens et services produits localement ou importés, leur épargne et leur investissement. Ces transferts permettent de subvenir aux besoins quotidiens, mais également aux dépenses de logement, de santé, d'éducation, etc. □

Propos recueillis par
Rajaa DRISSI ALAMI

